

En exécution de l'article 9, § 3, alinéas premier et deux, du Décret relatif à l'organisation d'élections numériques du 25 mai 2012, le Ministre veille à ce que les supports d'information contenant le logiciel et les listes de candidats dans une enveloppe scellée, soient transmis, contre récépissé, aux présidents des bureaux principaux de la commune ou, le cas échéant, des bureaux principaux de district urbain, au plus tard le troisième jour avant le jour des élections et que, par bureau de vote, les éléments de sécurité nécessaires pour l'utilisation des supports d'information soient transmis à ces présidents dans une enveloppe scellée séparée, contre récépissé.

**Art. 36.** En exécution de l'article 10, alinéa trois, du Décret relatif à l'organisation d'élections numériques du 25 mai 2012, le Ministre arrête les règles selon lesquelles les candidats d'une liste de candidats sont affichés à l'écran de l'ordinateur de vote.

**Art. 37.** En exécution de l'article 12, § 2, alinéa premier, du Décret relatif à l'organisation d'élections numériques du 25 mai 2012, le Ministre transmet le matériel, ainsi que toutes les données, renseignements et informations nécessaires à l'exercice de cette mission au collège d'experts, visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup> du décret précité.

En exécution de l'article 12, § 3, du Décret relatif à l'organisation d'élections numériques du 25 mai 2012, le Ministre réceptionne le rapport du collège d'experts.

#### CHAPITRE 5. — Dispositions finales

**Art. 38.** Les réglementations suivantes sont abrogées :

1° l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mars 2012 portant délégation de certaines compétences en matière d'organisation des élections communales, des élections des conseils de district, des élections du conseil de l'aide sociale et des élections provinciales au Ministre flamand chargé des affaires intérieures ;

2° l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 mai 2012 portant délégation des compétences en matière d'organisation des processus numériques lors des élections communales, des élections des conseils de district, des élections du conseil de l'aide sociale et des élections provinciales au Ministre flamand chargé des affaires intérieures.

**Art. 39.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 40.** Le Ministre flamand ayant les affaires intérieures dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,  
L. HOMANS

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/20532]

#### 5 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française régulant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 30 juin 2016 relatif à un enseignement de promotion sociale inclusif;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 13 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2017;

Vu l'avis de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 7 février 2017;

Vu le protocole du 6 février 2017 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu le protocole de négociation du 6 février 2017 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu le « test genre » du 13 février 2017;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 2017 instaurant le modèle de test genre en exécution des articles 4 et 6 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis 61.479/2 du Conseil d'État, donné le 7 juin 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. – Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Le Ministre » : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

2° « Le décret » : Le décret du 30 juin 2016 relatif à un enseignement de promotion sociale inclusif;

3° « aménagements raisonnables » : aménagements tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> du décret;

- 4° « demande d'aménagements raisonnables » : la demande visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret;
- 5° « étudiant en situation de handicap » : étudiant tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du décret;
- 6° « personne de référence » : personne telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 4° du décret;
- 7° « rapport » : le rapport visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et à l'article 10 du décret;
- 8° « la Commission » : La Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif visée à l'article 11 du décret;
- 9° « recours » : un recours introduit en application de l'article 13 et 14 du décret par un étudiant lorsque la demande d'aménagements raisonnables a fait l'objet d'une décision défavorable, partielle ou totale, du Conseil des études ou lorsqu'il y a une absence de réponse ou de tout dialogue dans les délais fixés par le Gouvernement par le Conseil des études;
- 10° « le conseil des études » : le Conseil tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 6° du décret;
- 11° « jours ouvrables » : tel que défini à l'article 13 du décret.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions prévues en application des articles 2, 5, 6 et 10 du décret*

**Art. 2.** La demande d'aménagements raisonnables, le rapport de la personne de référence au Conseil des études et le rapport anonymisé sont établis conformément au modèle porté en annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Outre la mention, telle que prévue à l'article 2, alinéa 2, du décret, du droit de solliciter la prise en compte des besoins spécifiques dans le règlement d'ordre intérieur, ce dernier précise les modalités et les délais d'introduction de la demande.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'aménagements raisonnables est transmise à la personne de référence au moins 10 jours ouvrables avant la date d'ouverture de l'unité d'enseignement pour laquelle ils sont demandés.

Si l'étudiant désire introduire une demande pour plusieurs unités d'enseignement ayant des dates d'ouvertures différentes, la date d'ouverture à prendre en considération est la première dans l'ordre chronologique.

§ 2. La demande est effectuée par le dépôt de la partie A du modèle visé à l'article 2, complétée, datée et signée par l'étudiant. La personne de référence remet une copie de la demande, datée et signée pour réception, à l'étudiant.

Si nécessaire, la personne de référence complète la demande avec l'étudiant lorsqu'elle accueille ce dernier dans le cadre des missions énumérées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, du décret.

§ 3. La personne de référence transmet la partie A susmentionnée et la partie B du modèle visé à l'article 2, complétée, datée et signée au Conseil des études via son Président. Elle y joint, le cas échéant, les éléments prévus à l'article 5, alinéa 3 du décret.

**Art. 5.** La décision motivée du conseil des études est expédiée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit l'ouverture de l'unité d'enseignement concernée.

Si le premier dixième de l'unité d'enseignement concernée se termine avant l'expiration du dixième jour ouvrable, la décision motivée du conseil des études est expédiée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard le jour précédant le terme du premier dixième.

Les décisions qui concernent plusieurs unités d'enseignement ayant des dates d'ouverture distinctes sont expédiées par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la première date d'ouverture dans l'ordre chronologique.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux modalités de fonctionnement de la Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'absence du Président de la Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif, ci-après la Commission, son suppléant assure la présidence des réunions.

§ 2. Les réunions se tiennent au siège de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

§ 3. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne la personne chargée d'assurer le secrétariat de la Commission. Le secrétariat de la Commission est assuré par un agent de niveau 1 de la Direction de l'enseignement de promotion sociale ou par un chargé de mission.

**Art. 7.** Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 12, alinéa 1, 5°, du décret sont désignés par le Ministre. Les mandats sont de 5 ans renouvelables.

Pour le réseau des provinces, communes et de la COCOF (CPEONS), le réseau libre non confessionnel (FELSI) et le réseau libre confessionnel (SEGEC), les membres mentionnés à l'alinéa 1° sont désignés par la Ministre, sur proposition des organes représentatifs des réseaux.

En cas de démission ou d'impossibilité de terminer son mandat, il est pourvu à son remplacement. Le membre ainsi désigné termine le mandat de son prédécesseur.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

**Art. 8.** Les mandats sont exercés à titre gratuit.

Les membres de la Commission visés à l'article 12 alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, et alinéa 2, du décret ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des Administrations de la Communauté française.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La Commission se réunit à chaque fois que l'exercice des missions visées à l'article 11, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du décret le requiert.

Pour les missions visées à l'article 11, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, la Commission se réunit une fois par mois.

§ 2. La secrétaire, sur demande du Président, convoque les membres de la Commission.

Les convocations sont expédiées 10 jours ouvrables au moins avant la date de la réunion, par courrier électronique et par courrier postal. En cas d'urgence, le délai peut être réduit à deux jours ouvrables.

La convocation comporte l'ordre du jour de la réunion ainsi que les documents nécessaires à la tenue de la réunion.

§ 3. Les membres effectifs qui sont empêchés veillent à se faire remplacer par leur suppléant respectif.

**Art. 10.** La Commission ne siège valablement que si trois quarts des membres visés à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret sont présents.

La Commission prend ses décisions et rend ses avis au consensus.

A défaut de consensus, il est procédé à un vote. Les avis et les décisions sont alors pris à la majorité absolue des voix émises par les membres visés à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente. Quel que soit le nombre des membres présents visés à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, une décision ou un avis est valablement donné.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les membres de la Commission et le secrétaire respectent le secret des délibérations.

§ 2. Les archives de la Commission sont tenues au siège de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

§ 3. Les procès-verbaux des séances de la Commission sont dressés par le secrétaire. Le procès-verbal reprend le nom des membres présents, relate succinctement les débats et mentionne les décisions et avis émis par la Commission.

Toutefois, en ce qui concerne l'examen des recours visés à l'article 13 du décret, seules les décisions et leur motivation sont consignées au procès-verbal.

Le rapport d'évaluation visé à l'article 10 du décret est préparé par le secrétaire et soumis à la Commission pour validation.

§ 4. Une copie des convocations et des procès-verbaux des séances de la Commission est communiquée aux membres suppléants.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions particulières à l'examen des recours introduits en application des articles 13 et 14 du décret*

**Art. 12.** L'étudiant qui saisit la Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif en application des articles 13 et 14 du décret communique à la direction de l'établissement une copie du courrier recommandé adressé à la Commission, dans le délai visé audit article.

**Art. 13.** Lorsqu'un membre de la Commission est soit un membre du personnel d'un établissement concerné par le recours, soit le conjoint, un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement du requérant, il ne peut siéger lors de l'examen dudit recours.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La Commission accuse réception du recours auprès du requérant et lui réclame, le cas échéant, les informations complémentaires nécessaires à statuer en toute connaissance de cause.

La Commission peut réclamer toutes les pièces susceptibles d'apporter des éclaircissements utiles au travail de la Commission au pouvoir organisateur et/ou au chef d'établissement et/ou au Service de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance et/ou à l'Administration.

§ 2. Dès réception du recours, le Président de la Commission fixe la date de la séance au cours de laquelle ledit recours sera examiné.

Les membres de la Commission sont informés, avec la convocation visée à l'article 9, § 2, des dossiers de recours portés à l'ordre du jour de ladite réunion ainsi que du nom du requérant, nom de l'établissement et de son pouvoir organisateur, du nom du réseau concerné et de l'ensemble des éléments du dossier.

§ 3. La Commission statue sur la recevabilité et la pertinence du recours sur la base notamment des informations communiquées par le chef d'établissement ou son délégué et/ou le pouvoir organisateur et/ou l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et/ou l'administration.

La Commission peut également entendre toute personne qu'elle juge utile. Elle peut se faire assister par des experts de son choix.

**Art. 15.** Les décisions sont signées par le Président et le secrétaire.

Les décisions sont notifiées par courrier recommandé avec accusé de réception au requérant, et à l'établissement concerné par le Président ou son délégué.

#### CHAPITRE V. — *Disposition finale*

**Art. 16.** La Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juillet 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif**

**Modèle de demande d'aménagements raisonnables et de rapport visés aux articles 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 10, § 2, alinéa 2 du décret du 30 juin 2016 relatif à un enseignement de promotion sociale inclusif.**

**Note importante**

1. La présente est composée de trois parties distinctes:

**A. Demande d'aménagements raisonnables**

Elle est complétée, datée et signée par l'étudiant.

Si nécessaire, la personne de référence complète la demande avec l'étudiant lorsqu'il accueille ce dernier.

Le cas échéant, elle peut être accompagnée d'annexes. Ces annexes doivent être annoncées et identifiées dans la demande.

La personne de référence remet une copie de la demande, signée et datée de sa main pour réception (cadre 7) à l'étudiant.

**B. Rapport de la personne de référence au Conseil des études.**

Il est complété, daté et signé par la personne de référence.

Le cas échéant, elle peut être accompagnée d'annexes. Ces annexes doivent être annoncées et identifiées dans la demande.

La personne de référence transmet son rapport au Conseil des études, accompagnée de la partie A. Le Président du Conseil des études signe et date pour réception (cadre 10).

**C. Rapport anonymisé au Service de l'inspection**

Il ne peut contenir aucune donnée permettant (ou susceptible de permettre) l'identification de l'étudiant.

Lors de sa transmission au Service de l'inspection, ce rapport ne peut en aucun cas être accompagné des parties A et B. Si des annexes sont nécessaires, elles ne peuvent pas permettre d'identifier l'étudiant concerné.

2. Dans le présent modèle, le Service de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance est désigné par les termes «le Service de l'inspection».

**A. Demande d'aménagements raisonnables et rapport de la personne de référence au(x) Conseil(s) des études**

1. Identification de l'étudiant

1.1. Nom<sup>1</sup>:

1.2. Prénom<sup>1</sup>:

1.3. Lieu de naissance<sup>2</sup>:

1.4. Date de naissance<sup>3</sup>: ....

1.5. Coordonnées de contact:

Téléphone:

G.S.M:

Fax:

Courriel:







2.4.3. Décision du Conseil des études: Accord/pas d'accord <sup>5</sup>
2.4.4. Motivation de la décision du C.E. <sup>8</sup> :
3. <u>Remarques éventuelles / difficulté rencontrées</u>
4. <u>Annexes :</u>
5. <u>Recours introduit par l'étudiant</u> 5.1. OUI/NON <sup>5</sup> 5.2. Date de réception de la copie adressée au chef d'établissement <sup>3</sup> :..... 5.3. Date de réception de la décision de la décision prise par la Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif <sup>3</sup> :..... 5.4. Décision prise par la Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif <sup>3</sup> :.....
Le Directeur, Signature, précédée des noms et premier prénom: Communiqué le <sup>3</sup> ..... au Service de l'inspection.
<b><u>Réservé au Service de l'inspection</u></b> Reçu le <sup>3</sup> .....
<b><u>Observations/remarques:</u></b> Transmis à la Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif le <sup>3</sup> ..... Signature, précédée des nom et prénom de l'Inspecteur:



**Réservé à la Commission pour l'enseignement de promotion sociale inclusif**Reçu le<sup>3</sup> .....

Signature, précédée des nom, prénom et fonction:

<sup>1</sup> En lettres capitales.<sup>2</sup> Mentionner la ville et le nom du pays si hors Belgique.<sup>3</sup> Sous le format JJ/MM/AAAA.<sup>4</sup> Une unité d'enseignement par ligne.<sup>5</sup> Biffer ou supprimer la mention inutile<sup>6</sup> Compléter si ce type d'aménagement est requis<sup>7</sup> Compléter sur la base du Dossier pédagogique.<sup>8</sup> Il y a lieu de veiller à ce que les éléments de motivation ne permettent pas l'identification de l'étudiant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à un enseignement de promotion sociale inclusif.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/20532]

**5 JULI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot regeling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 30 juni 2016  
betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2017;

Gelet op het advies van de ARES (*Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur*), gegeven op 7 februari 2017;

Gelet op het protocol van 6 februari 2017 van het Comité van sector IX en van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk zetelen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 6 februari 2017 binnen het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op de "gendertest" van 13 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 2017 tot instelling van het model van gendertest ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 61.479/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient verstaan te worden onder:1<sup>o</sup> "De Minister": de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie;2<sup>o</sup> "Het decreet": het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie;3<sup>o</sup> "Redelijke aanpassingen": de passende maatregelen zoals bedoeld bij artikel 1, 5<sup>o</sup>, van het decreet;4<sup>o</sup> "de aanvraag om redelijke aanpassingen": de aanvraag bedoeld bij artikel 5, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van het decreet;5<sup>o</sup> "de student met een handicap": de student bedoeld bij artikel 1, 3<sup>o</sup>, van het decreet;6<sup>o</sup> "de referentiepersoon": de persoon bedoeld bij artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het decreet;7<sup>o</sup> "verslag": het verslag bedoeld in artikel 5, eerste lid, 4<sup>o</sup> en in artikel 10 van het decreet;

- 8° “de Commissie”: de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 11 van het decreet;
- 9° “beroep”: een beroep ingediend met toepassing van de artikelen 13 en 14 van het decreet door een student wanneer de aanvraag om redelijke aanpassingen het voorwerp uitmaakte van een gedeeltelijke of volledige ongunstige beslissing van de Studieraad of wanneer er geen antwoord is of communicatie binnen de termijn bepaald door de Regering vanwege de Studieraad;
- 10° “de studieraad”: de Raad zoals bepaald bij artikel 1, 6°, van het decreet;
- 11° “werkdagen”: zoals bepaald bij artikel 13 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met toepassing van de artikelen 2, 5, 6 en 10 van het decreet*

**Art. 2.** De aanvraag om redelijke aanpassingen, het verslag van de referentiepersoon aan de Studieraad en het geanonimiseerd verslag worden overeenkomstig het model als bijlage opgesteld.

**Art. 3.** Naast de vermelding, zoals bedoeld bij artikel 2, tweede lid, van het decreet, van het recht om het opnemen van de specifieke behoeften in het huishoudelijk reglement aan te vragen, bepaalt dit reglement de nadere regels en de termijn voor de indiening van de aanvraag.

**Art. 4.** § 1. De aanvraag om redelijke aanpassingen wordt aan de referentiepersoon overgezonden minstens tien werkdagen vóór de datum van de opening van de onderwijseenheid waarvoor ze aangevraagd worden.

Indien de student een aanvraag wenst in te dienen voor meerdere onderwijseenheden met verschillende openingsdatums, dan wordt de openingsdatum die in aanmerking wordt genomen de eerste in chronologische volgorde.

§ 2. De aanvraag wordt ingediend via deel A van het model bedoeld bij artikel 2. De aanvraag moet ingevuld, gedateerd en ondertekend worden door de student. De referentiepersoon handigt een afschrift van de aanvraag, dat gedateerd en ondertekend moet zijn voor ontvangst, aan de student over.

Indien nodig, vult de referentiepersoon de aanvraag met de student in als deze bij hem komt in het kader van de opdrachten opgesomd in artikel 5, eerste lid, 1° tot 4°, van het decreet.

§ 3. De referentiepersoon zendt het bovenvermelde deel A en deel B van het model bedoeld bij artikel 2, ingevuld, gedateerd en ondertekend, aan de Studieraad via zijn Voorzitter. Erbij voegt hij, desgevallend, de elementen bedoeld bij artikel 5, derde lid van het decreet.

**Art. 5.** De met redenen omklede beslissing van de studieraad wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht toegezonden ten laatste de tiende werkdag na de opening van de betrokken onderwijseenheid.

Indien het eerste tiende van de betrokken onderwijseenheid vóór het verstrijken van de tiende werkdag eindigt, wordt de met redenen omklede beslissing van de studieraad bij aangetekend schrijven met een ontvangstbericht ten laatste de dag vóór het einde van het eerste tiende gestuurd.

De beslissingen die betrekking hebben op meerdere onderwijseenheden met afzonderlijke openingsdatums worden bij aangetekend schrijven met een ontvangstbericht ten laatste de tiende werkdag na de eerste openingsdatum in chronologische volgorde, gestuurd.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 6.** § 1. Ingeval de Voorzitter van de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie, hierna “de Commissie”, afwezig is, neemt zijn plaatsvervanger het voorzitterschap van de vergaderingen waar.

§ 2. De vergaderingen vinden plaats op de zetel van de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

§ 3. De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, stelt de persoon aan die belast wordt met het secretariaat van de Commissie. Het secretariaat van de Commissie wordt door een ambtenaar van rang 1 van de Directie Onderwijs voor sociale promotie of door een opdrachthouder waargenomen.

**Art. 7.** De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 12, eerste lid, 5°, van het decreet, worden door de Minister aangesteld. De mandaten bestrijken een hernieuwbare periode van vijf jaar.

Voor het net van de provincies, gemeenten en COCOF (CPEONS), het niet-confessionele vrije net (FELSI) en het confessionele vrije net (SEGEC), worden de leden bedoeld bij het eerste lid door de Minister benoemd, op de voordracht van de organen die de netten vertegenwoordigen.

Ingeval het lid zijn ontslag indient of zijn mandaat niet kan voleindigen, wordt voor zijn vervanging gezorgd. Het aldus benoemde lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Een lid wordt van ambtswege als ontslagnemend beschouwd als het de hoedanigheid waarvoor het benoemd werd, verliest.

**Art. 8.** De mandaten worden niet bezoldigd.

De leden van de Commissie bedoeld bij artikel 12, eerste lid, 5°, en tweede lid, van het decreet, hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten op de voorwaarden vastgesteld door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Besturen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 9.** § 1. De Commissie vergadert iedere keer dat de uitoefening van de opdrachten bedoeld bij artikel 11, tweede lid, 2°, van het decreet, het vereist.

Voor de opdrachten bepaald bij artikel 11, tweede lid, 1°, 3° en 4°, vergadert de Commissie een keer per maand.

§ 2. De secretaris roept, op aanvraag van de Voorzitter, de leden van de Commissie bijeen.

De oproepingsbrieven worden minstens tien werkdagen vóór het einde van de datum van de vergadering, elektronisch en langs de post gestuurd. In geval van dringende omstandigheden, kan de termijn op twee werkdagen teruggebracht worden.

De oproepingsbrief bevat de agenda van de vergadering alsmede de documenten die noodzakelijk zijn voor de vergadering.

§ 3. De werkende leden die verhinderd zijn, zorgen ervoor dat ze vervangen zouden worden door hun respectieve plaatsvervanger.

**Art. 10.** De Commissie zetelt enkel geldig als drie derde van de leden bedoeld bij artikel 12, eerste lid, van het decreet, aanwezig is.

De Commissie neemt haar beslissingen en brengt haar adviezen met een consensus uit.

Bij gebrek aan een consensus, wordt er opnieuw gestemd. De adviezen en beslissingen worden dan bij volstrekte meerderheid van de stemmen van de leden bedoeld bij artikel 12, eerste lid, die aanwezig zijn, genomen. Bij staking van stemmen, beslist de stem van de Voorzitter.

Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt, wordt een vergadering gehouden binnen de veertien dagen, op nieuwe bijeenroeping, met dezelfde agenda als deze van de vorige vergadering. Wat ook het aantal aanwezige leden bedoeld bij artikel 12, eerste lid ook is, wordt een beslissing of een advies geldig verleend.

**Art. 11.** § 1. De leden van de Commissie en de secretaris nemen de geheimhouding van de beraadslagingen in acht.

§ 2. Het archief van de Commissie wordt op de zetel van de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek behouden.

§ 3. De notulen van de vergaderingen van de Commissie worden door de secretaris opgesteld. In de notulen worden de namen van de aanwezige leden opgenomen, erin worden ook de debatten beknopt beschreven en de beslissingen en adviezen uitgebracht door de Commissie vermeld.

Nochtans, wat betreft het onderzoek van de beroepen bedoeld bij artikel 13 van het decreet, worden enkel vermeld in de notulen de beslissingen en hun motivering.

Het evaluatieverslag bedoeld bij artikel 10 van het decreet wordt door de secretaris voorbereid en aan de goedkeuring van de Commissie voorgelegd.

§ 4. Er wordt een afschrift van de bijeenroepingen en van de notulen van de vergaderingen van de Commissie aan de plaatsvervangende leden meegedeeld.

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen inzake het onderzoek van de beroepen ingediend met toepassing van de artikelen 13 en 14 van het decreet*

**Art. 12.** De student die bij de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie een beroep indient met toepassing van de artikelen 13 en 14 van het decreet, deelt aan de directie van de inrichting een afschrift mee van de aangetekende brief die aan de Commissie werd toegezonden, binnen de termijn bedoeld bij het betrokken artikel.

**Art. 13.** Wanneer een lid van de Commissie ofwel een personeelslid van een inrichting betrokken bij het beroep is ofwel de echtgenoot, een ouder of een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad van de verzoeker, kan het niet zetelen voor het onderzoek van genoemd beroep.

**Art. 14.** § 1. De Commissie bericht ontvangst van het beroep aan de verzoeker en vraagt hem, desgevallend, de aanvullende informatie te bezorgen die noodzakelijk is om met alle kennis van zaken te beslissen.

De Commissie kan alle stukken vragen die de nodige belichting zou kunnen brengen op de werkzaamheden van de Commissie aan de inrichtende macht en/of aan het inrichtingshoofd en/of aan de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en van het afstandsonderwijs en/of aan het Bestuur.

§ 2. Zodra het beroep ontvangen wordt, bepaalt de Voorzitter van de Commissie de datum van de vergadering gedurende welke genoemd beroep zal worden onderzocht.

De leden van de Commissie, worden in de in artikel 9, § 2, bedoelde oproepingsbrief over de beroepsdossiers van de agenda van genoemde vergadering ingelicht alsook over de naam van de verzoeker, de naam van de inrichting en van haar inrichtende macht, de naam van het betrokken net en over het geheel van de elementen van het dossier.

§ 3. De Commissie beslist over de ontvankelijkheid en de relevantie van het beroep onder andere op basis van de informatie meegedeeld door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde en/of de inrichtende macht en/of de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie en/of het bestuur.

De Commissie kan ook elke persoon horen die ze nodig acht. Ze kan zich laten bijstaan door deskundigen die ze kiest.

**Art. 15.** De beslissingen worden door de Voorzitter en de secretaris ondertekend.

Van de beslissingen wordt kennis gegeven bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht aan de verzoeker, en aan de betrokken inrichting, door de Voorzitter of diens afgevaardigde.

*HOOFDSTUK V. — Slotbepaling*

**Art. 16.** De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 5 juli 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30938]

**12 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition et le fonctionnement de la Commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtentions, article 8, § 2 in fine, § 4 in fine, et § 5 ;